

Ilse Köhler-Rollefson*

Il est vital de protéger les éleveurs de bétail traditionnels

28 Depuis la nuit des temps, des sociétés traditionnelles d'éleveurs de bétail et de volaille *sélectionnent** des races d'animaux dans toutes sortes d'environnements dans le monde. Mais la globalisation et l'industrialisation de l'élevage menacent de plus en plus la richesse génétique présente dans les 6000 races d'animaux ainsi sélectionnées. Sauver les peuples pasteurs qui maintiennent ce trésor en vie passe par la reconnaissance et la juste rétribution de leur travail irremplaçable de sélection.

Lorsque, dès la préhistoire, les hommes se mettent à domestiquer les animaux, ils les mènent jusqu'aux endroits les plus reculés de la planète, les emploient et les sélectionnent pour de nombreux usages. Le résultat cumulé de dix mille ans d'élevage et de sélection, ce sont 6000 races de bétail et de volaille aujourd'hui adaptées à chaque ensemble concevable de situations écologiques, de systèmes de production et de conditions de vie. La diversité contenue dans ces races est l'un des biens les plus précieux pour les générations futures : elle représente un véritable « arsenal » génétique apte à répondre à un ensemble d'événements imprévisibles. Les scénarii possibles pour lesquels une large base génétique sera nécessaire comprennent les changements environnementaux, les épidémies, les habitudes fluctuantes des consommateurs et les préférences des éleveurs.

Malheureusement, des forces à l'œuvre dans le cadre de la « globalisation » sont en train d'épuiser rapidement ce bien matériel et culturel sans prix et irremplaçable. Sous leur influence, les cultures et les modes de vie traditionnels cèdent face aux valeurs et aux façons de faire occidentales qui promeuvent les animaux croisés, la substitution des races locales par des races exotiques et l'expansion des systèmes de production industrielle d'animaux dans les pays du Sud.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), environ un tiers des 5000 races de bétail recen-

sées officiellement sont menacées d'extinction, disparaissant au rythme de presque deux par semaine. Or, la valeur des races locales et leurs avantages sur les races à haut rendement sont de plus en plus évidents (FAO 1999). Les rapports s'accumulent pour indiquer que le rendement des races locales équivaut voire surpasse celui des animaux améliorés ou croisés. En Inde, l'énorme augmentation de la production de lait du pays est due aux buffles indigènes plutôt qu'au bétail croisé (Rangnekar, 2000). En Ethiopie, une étude détaillée compare les rendements des chèvres améliorées (croisement de chèvres anglo-nubiennes et somaliennes) avec ceux des races locales. Elle révèle que, parce qu'elles grandissent plus vite, les premières sont beaucoup plus susceptibles de perdre du poids pendant la saison sèche (Kebede, 2000). Bien qu'elles fournissent plus de lait par animal, leur productivité est inférieure à celle des chèvres locales par unité de poids.

Une caractéristique cruciale des races animales indigènes est leur aptitude à résister aux maladies. Par exemple, la chèvre Red Maasai est très résistante aux *endoparasites** (ILRI, 1998). Et tandis que le mouton Uda du Nigeria du Nord est beaucoup moins prompt à souffrir de fourchets (maladie du pied du mouton), au bord du lac Tchad, le bœuf Kuri est très résistant aux piqûres d'insectes (Blench, 1999). Les N'dama et d'autres sortes de bovins sans bosse d'Afrique résistent aux trypanosomes, petits parasites unicellulaires qui s'installent dans le sang de leur hôte et les affaiblissent. Sélectionner les animaux pour leur seul rendement compromet leur résistance aux maladies. Le bœuf

Orma Boran que le peuple Orma garde dans le district de la rivière Tana, au Kenya, est beaucoup plus résistant que son parent, le bœuf amélioré Kenya Boran, qui a été choisi pour la qualité de sa viande sur plusieurs générations. Dès lors, dans des régions où la mouche tsé-tsé est très présente, l'Orma Boran prend beaucoup plus vite du poids que le Kenya Boran.

Le rôle des connaissances indigènes

Adapter des animaux à des environnements nouveaux et hostiles requiert de l'attention et de la détermination. Les femmes Tzotzil du Chiapas, au Mexique, développent leur propre race de moutons capables de survivre et de produire dans des conditions très difficiles. Les Fulani, qui habitent la zone du Sahel, en Afrique, exposent de façon systématique et graduelle leurs animaux à des régions infestées par la mouche tsé-tsé. Cela permet à leur bétail de survivre dans des environnements auparavant considérés comme dangereux (Blench, 1999).

En plus d'adapter leurs animaux à de nouveaux environnements, de nombreux peuples indigènes les « façonnent » consciemment selon leurs buts d'élevage et les types d'usages qu'ils visent. Les stratégies indigènes incluent notamment toutes sortes de mécanismes sociaux. Par exemple, les sociétés pastorales restreignent la vente des femelles en dehors de la communauté, afin de s'assurer des moyens de subsistance à long terme. Elles échangent en revanche librement des animaux à l'intérieur de la communauté, qui sont même parfois considérés propriété commune. Le transfert de droits de propriété est souvent associé aux événements du cycle de la vie tels que naissance, circoncision, mariage et mort. Les accords de partage de bétail qui transmettent les droits d'usage à des parents pauvres ou à des amis sont courants, garantissant une répartition plus équitable des gains obtenus grâce au bétail dans la communauté. Pratiquée dans l'ouest de la Zambie, Mafisa est une de ces coutumes, qui préserve en outre du croisement consanguin dans l'espoir d'engendrer une descendance d'une meilleure qualité (Beerling 1986).

On n'a jamais connu un pareil déséquilibre

* Ilse Köhler-Rollefson a fondé et dirige la Ligue des peuples pasteurs, à Ober-Ramstadt, en Allemagne.

Les diverses communautés pastorales mettent au point des techniques parfois très sophistiquées pour sélectionner leur bétail. Des mâles d'élevage sont identifiés avec grand soin selon une longue liste de critères, comprenant la vigueur et la performance de leurs femelles parentes, la couleur ou les combinaisons de couleurs de leur peau. Des pasteurs kenyans disent préférer les animaux aux couleurs vives parce qu'en les regardant, ils se sentent bien (Njoro et Wanyama, 2000). Les chameliers sont connus pour pratiquer des tests sur la descendance : par exemple, ils retardent l'utilisation plus large d'une femelle pour des fonctions reproductives tant que ses petits n'ont pas exprimé les qualités recherchées. Certaines sociétés traditionnelles rendent obligatoire la castration, qui assure que seuls les meilleurs mâles se reproduisent. Des peuples pasteurs étudient aussi la généalogie de leurs animaux, remontant parfois jusqu'à plusieurs générations d'ancêtres, les associant à leurs propres ancêtres (Köhler-Rollefson, 2000).



Pour éviter les croisements consanguins, les échanges d'animaux sont fréquents

Protection intellectuelle et biopiraterie

Ces exemples démontrent que les races locales d'animaux résultent bien de manipulations actives, représentant des réalisations humaines importantes. Cette contribution intel-

lectuelle des gardiens de bétail devrait leur valoir un statut à la hauteur de leur rôle. Et cela d'autant plus que, depuis peu, des éleveurs, des entreprises d'élevage de pays industrialisés et des scientifiques s'intéressent à certaines caractéristiques génétiques de races adaptées localement dans les pays du Sud.

Des éleveurs de bétail australiens ont importé des bœufs Tuli et Boran du Zimbabwe et de la Zambie pour améliorer la fertilité et la vigueur de leurs propres races. Des entreprises d'élevage de cochons cherchent à transférer à des variétés industrielles des gènes* spécifiques aux races indigènes.

Bergères du Chiapas, gardiennes de la biodiversité

A l'extrême sud du Mexique, dans l'Etat du Chiapas, les Indiens Tzotzil élèvent des moutons depuis près de cinq cents ans. Issus de croisements entre plusieurs races importées par les conquistadors espagnols au XVI^e siècle, ces moutons, dits « Chiapas », sont aujourd'hui parfaitement adaptés au climat montagneux de cette région. Les ovins occupent une position centrale dans la culture des Tzotzil. Parce qu'ils les vénèrent, les Indiens ne les mangent pas. En revanche, ils s'habillent avec leur laine.

Aux yeux du Gouvernement mexicain, dans les années 1970, cette laine est toutefois produite en trop petite quantité. Il souhaite voir les Tzotzil élever des moutons plus productifs. Faisant fi de cinq siècles d'élevage harmonieux, des fonctionnaires d'Etat introduisent dans les élevages

de moutons Chiapas des béliers de races produisant plus de laine. Mais aucune ne s'adapte aux conditions locales, et la plupart des béliers meurent en quelques semaines. Quant à ceux qui survivent, les Tzotzil ne les acceptent pas.

En plus d'avoir voulu introduire des races inadaptées, le Gouvernement mexicain a commis une autre grande erreur : il n'a communiqué qu'avec les hommes Tzotzil alors que seules les femmes élèvent les moutons. Point de bergers dans le Chiapas, mais des bergères, dont les critères de sélection des ovins échappent à leur conjoint et donc aux fonctionnaires du gouvernement. Les moutons à la laine blanche, fine et courte qu'ils essayent d'imposer n'ont aucune valeur aux yeux des femmes Tzotzil, qui préfèrent la laine sombre et longue de leurs Chiapas.

En 1985, l'Institut d'étude des indigènes, de l'Université du Chiapas, à Tuxtla Gutiérrez, corrige enfin le tir. Au lieu de persister à vouloir introduire d'autres races, il opte pour l'amélioration génétique des moutons Chiapas avec la participation des bergères. Durant dix ans, en partenariat avec des universitaires, un groupe de femmes évalue la qualité de la laine, la taille et le tempérament des ovins. Les moutons Chiapas obtenus produisent une laine plus abondante qui correspond parfaitement aux critères des femmes Tzotzil. L'augmentation de la production de laine ne s'est donc pas faite au prix de la disparition d'une race unique de moutons (Gomez et coll., 2001).



Les communautés marginalisées conservent le plus grand trésor génétique de l'humanité

nes pour améliorer la qualité de leur viande. Des multinationales du secteur de la volaille ont systématiquement récolté des spécimens de nombreuses races de volaille d'Asie du Sud-Est. Des scientifiques passent au crible des races locales africaines pour leur résistance aux endoparasites. Depuis que les vermifuges commerciaux ont perdu beaucoup de leur efficacité, une solution génétique apporterait un grand bénéfice à l'industrie mondiale du bétail, surtout aux éleveurs de moutons.

La « bioprospection » est historiquement bien documentée et la recherche de « sang nouveau » est souvent une caractéristique des systèmes d'élevage de bétail traditionnels eux-mêmes. Les tribus arabes de bédouins ont développé des razzias réciproques de chameaux très ritualisées pour s'assurer l'accès à de nouveaux matériaux génétiques. Il y a aussi des cas de tentatives de monopole sur les ressources génétiques. Au XV^e siècle, la suprématie économique de l'Espagne repose sur la production de laine

fine des moutons Merino : quiconque faisait sortir cette race du pays était alors passible de la peine de mort. Mais jamais auparavant a-t-on connu pareil déséquilibre de pouvoir entre ceux qui continuent à développer des races avec des caractéristiques génétiques uniques et intéressantes et ceux qui veulent ou pourraient vouloir les utiliser.

D'un côté, des sociétés largement traditionnelles valorisent les notions de propriété commune et pratiquent une économie que guident des principes sociaux et éthiques. Ces sociétés transmettent leurs savoirs par oral plutôt que par écrit. Leur univers se restreint essentiellement à leur communauté, et leur conscience du développement global qui se déploie en dehors de leurs frontières est très limitée. De l'autre, s'appuyant sur les avantages de la société mondiale de l'information – séquenceurs de gènes, données informatisées, etc. –, des intérêts commerciaux poussent à établir des *droits de propriété intellectuelle** pour chaque petit échantillon d'information génétique.

Les tentatives de certaines multinationales de s'approprier des ressources génétiques de plantes – brevets sur le riz basmati et sur des préparations de neems – peuvent servir de leçon ou d'avertissement au secteur des ressources génétiques animales. Au vu de l'énorme décalage qui s'instaure, il est quasi évident que les communautés marginalisées, qui agissent encore en tant que conservateurs d'une part considérable du plus grand trésor génétique de l'humanité, vont perdre la bataille invisible qui se livre pour le contrôler. Bataille dont elles n'ont même pas conscience qu'elle a lieu. C'est seulement par une action réparatrice lancée immédiatement et si toutes les parties prenantes s'efforcent sincèrement de mettre en œuvre les dispositions pour le partage des bénéfices que la *Convention sur la diversité biologique** (CDB) prévoit que ces sociétés pourront tirer un bénéfice de ce qui représente leur plus important bien matériel.

Des organisations publiques avec un mandat mondial, tels l'Institut international pour la recherche sur le bétail (IIRB) et la FAO, de-

vraient prendre le leadership en la matière et les institutions publiques nationales suivre leur exemple. Il faut récompenser les gardiens traditionnels de bétail pour la façon dont ils conservent et développent des races et les protéger de la biopiraterie et d'autres interventions qui sapent leurs pratiques de contrôle sur les ressources génétiques animales.



Protéger les producteurs de bétail

On estime que 640 millions de paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance, 190 millions de pasteurs et plus de 100 millions de paysans sans terre élèvent des animaux dans des régions marginales. Confrontés au manque d'infrastructure, il leur est difficile de vendre leurs produits et d'accéder aux soins pour leurs animaux. L'usurpation de leurs pâturages traditionnels les désavantage encore un peu plus. Forcés d'abandonner leur gagne-pain rural, nombre d'entre eux migrent vers les villes pour y chercher du travail. Rendre l'élevage de bétail plus sûr et plus profitable dans les régions éloignées ralentirait cet exode.

Maintenir et renforcer ces systèmes de production est d'autant plus fondamental et utile que la demande en viande et en lait dans les pays du Sud devrait plus que doubler durant les deux prochaines décennies, augmentant l'expansion de la production animale intensive. Appelé « révolution du bétail », ce phénomène menace les moyens d'existence des pasteurs et des petits paysans, ainsi que leurs ressources génétiques animales. Si l'on n'aide pas ces systèmes à relever ce défi, c'est l'élevage industriel qui l'emportera.

Les cultures traditionnelles qui maintiennent les animaux dans une variété de situations environnementales hostiles conservent la diversité génétique. Aucune alternative à leurs systèmes de conservation des ressources génétiques animales aussi divers, dynamiques et efficaces n'est en vue. Pérenniser ces systèmes fondés sur des communautés de gestion des ressources génétiques animales est par conséquent une urgente nécessité. Cela exige des aires de pâture sécurisées, un support pour commercialiser la production et créer des infrastructures, la reconnaissance par des institutions officielles et un partage approprié des bénéfices lors-

que les ressources génétiques sont mises à disposition de la recherche et servent de réservoir pour maintenir la vigueur et la fertilité des races à haut rendement.

Afin d'assurer la sécurité alimentaire pour les générations futures et d'accomplir des mesures de justice sociale pour les communautés marginalisées dans un monde globalisé, il serait nécessaire d'adopter un traité pour protéger les ressources génétiques animales équivalent au traité qui existe pour les plantes (voir l'article de LRD, page 32). Trois pays africains – Botswana, Ouganda et Kenya – ont profité de la réunion du Groupe de travail technique intergouvernemental sur les ressources génétiques animales, qui s'est tenue à Rome du 30 mars au 2 avril 2004, pour faire pression afin d'adopter un tel traité. Mais les pays du Nord – en particulier les Etats-Unis et l'Union européenne – ont refusé d'entrer en matière, répondant que le moment n'était pas venu pour aborder ce sujet. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

GEERLINGS. *Securing tomorrow's food: Promoting the sustainable use of farm animal breeds*. Information for action, League for Pastoral Peoples, Ober-Ramstadt, 2002.

KÖHLER-ROLLEFSON I. *Intellectual property rights regime necessary for traditional livestock raisers*, Indigenous Knowledge and Development Monitor (9); 1 ; Mars 2001.

Site de la Ligue pour les peuples pasteurs : www.pastoralpeoples.org

www.ethnovetweb.com

BIBLIOGRAPHIE

BLENCH R. *Traditional livestock breeds: Geographical distribution and dynamics in relation to the ecology of West Africa*. Working Paper 122, London: Overseas Development Institute, 1999.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO). *The global strategy for the management of farm animal genetic resource*, Rome, 1999.

GOMEZ T, CASTRO H, PEREZGROVAS R. *The real sheep of the Tzotzil shepherds*. Compas Magazine for Endogenous Development 5, 2001. ETC, Leusden.

INTERNATIONAL LIVESTOCK RESEARCH INSTITUTE (ILRI). *Livestock, people and the environment*. Nairobi, 1998.

KEBEDE WORKNEH AYALEW. *Do smallholder farmers benefit more from crossbred (Somali x Anglo-Nubian) than from indigenous goats?* Doctoral dissertation, Gottingen, 2000.

KÖHLER-ROLLEFSON I. *Management of Animal Genetic Diversity at Community Level*. Eschborn: GTZ Programme for Agrobiodiversity in Rural Areas, 2000.

NJORO J, WANYAMA J. *Indigenous livestock breeds of Kenya – what is the future for them?* Présentation à la Conférence internationale Local livestock breeds for sustainable rural livelihoods, 1-4 November 2000, Udaipur and Sadri, Inde.

RANGNEKAR DV. *Human dimensions of milk production – some reflections*, Milk south-north, Dossier CME 2, 2000: 42-45